

## Introduction

Florence Belmonte

Être née femme a longtemps cantonné la moitié de l'humanité à un univers fermé au monde, sous haute surveillance masculine, propice à l'étouffement des désirs, des plaisirs et de la pensée. Nos sociétés occidentales se caractérisent toutefois en ce que les femmes ont vu leur condition évoluer de façon spectaculaire en un siècle et demi. Longtemps absentes de l'espace public, leur progressive affirmation est le résultat d'une conquête obstinée. Depuis deux générations, une véritable révolution s'est produite qui leur permet de contrôler les naissances et de s'affranchir du rôle biologique qui, entre autres entraves, les avait attachées à leur foyer. Mais les progrès scientifiques et l'évolution des mentalités qui ont abouti à la maîtrise de la procréation, unis à l'accès à l'éducation, et partant, au monde du travail, ainsi que la proclamation officielle des principes d'égalité citoyenne et de parité ne sont pas encore venus à bout de toutes les discriminations, loin s'en faut. En particulier, pourquoi les hautes responsabilités de l'espace public restent-elles un bastion masculin ? Pourquoi a-t-on entendu lors des dernières élections présidentielles françaises que Ségolène Royal, si elle était élue, serait la première femme à gouverner la France quand une vingtaine de femmes se sont imposées au pouvoir depuis l'origine de notre histoire ? Lorsqu'on s'en souvient, que conserve-t-on, pour ne prendre qu'un exemple, de la reine Clotilde, veuve du roi Clovis, hormis le souvenir monté de toutes pièces d'une sainte Clotilde, d'une pieuse femme, quand en réalité elle exerça le pouvoir politique jusqu'à la majorité de ses enfants ? Pourquoi, par ailleurs, admet-on volontiers que le Féminisme serait apparu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? En France, des femmes écrivent périodiquement leur histoire depuis l'époque d'Anne de France, fille de Louis XI. Et si les dictionnaires français ne datent l'apparition du substantif *féminisme* que de 1837 et l'adjectif *féministe* de 1872, il s'avère que déjà au XV<sup>e</sup> siècle, Christine de Pizan dans la *Cité des Dames* définissait les grands axes de l'argumentaire féministe, soulignant la moindre valorisation des filles à la naissance, la réalité des femmes battues et l'autoaliénation des femmes.

L'Histoire semble avoir mis une application certaine à effacer les preuves que les femmes parvenaient à donner de leurs capacités à exercer le pouvoir et de la légitimité de leurs revendications d'un traitement égalitaire. C'est ainsi, la transmission de l'histoire des femmes est sans cesse interrompue entre les générations, leur interdisant la construction d'une mémoire. Sans passé, sans ancrage, éternelles pionnières, l'exemple valorisant de celles d'entre elles qui ont exercé le pouvoir politique ne leur parvient pas, ou tout au plus déformé. Elles ont ainsi, au fil des

siècles, intériorisé des doutes sur la légitimité de leur présence dans la sphère publique qui mettent un frein supplémentaire — et non des moins difficiles à combattre — à leur définitive accession à une pleine citoyenneté.

Les Espagnoles n'échappent pas à la règle. En témoignent les seuls exemples de femmes aux aptitudes exceptionnelles que furent la reine Isabelle de Castille et la religieuse Thérèse d'Avila. Mais en Espagne comme en France, le fil de leur histoire a été coupé et la mémoire de leur dimension réelle falsifiée par la propagande des hommes en général et du franquisme plus particulièrement. En Espagne, les groupes de pouvoir ont aussi toujours donné la préférence au sexe masculin et l'évolution de la condition féminine suit globalement les étapes de développement historique identiques — à quelques différences près inhérentes à l'évolution des systèmes politiques du pays et que cet ouvrage détaille — à celles que vécurent leurs homologues de l'ensemble de nos sociétés occidentales.

C'est au XIX<sup>e</sup> siècle, avec la rupture politique que suppose le *Sexenio democrático* (1868-1874), que quelques femmes entreprennent une redéfinition de leur place dans l'espace public. En ouverture de ce volume, après avoir assis les raisons fondamentales qui expliquent l'absence des femmes de l'espace public et de la sphère politique, Solange Hibbs-Lissorgues, dans *Les Difficiles débuts de l'émancipation féminine au XIX<sup>e</sup> siècle (1868-1905)*, aborde la double question des pesanteurs juridiques et de la fragmentation identitaire de l'élément féminin partagé entre son attachement ancestral à l'espace familial et son désir de percer dans la sphère publique. Elle souligne un aspect toujours d'une extrême importance lorsqu'on se penche sur l'histoire espagnole, à savoir le poids énorme qu'y ont exercé l'Église et la culture catholique. L'Église catholique, en effet, s'y est toujours — comme ailleurs — intéressée au pouvoir et toujours s'est opposée aux courants de pensée modernes. En Espagne aussi, elle a utilisé les femmes avec lesquelles elle collaborait mieux car elles étaient en position de faiblesse. Solange Hibbs-Lissorgues fait également le point sur les avancées enregistrées pendant la période du *Sexenio democrático* et insiste sur la réflexion et l'action modernisatrices des représentants du mouvement krausiste, en particulier dans le domaine de l'éducation. Puis elle reconstruit les premières étapes, essentielles, sous la Restauration de la monarchie constitutionnelle, de l'affirmation progressive d'une identité féminine qui s'exprime principalement au travers de l'écriture. Quelques personnalités y trouvent un espace d'expression, de liberté et, avec la presse une voie privilégiée d'accès à l'espace public. María del Carmen Simón Palmer avec le chapitre, *Los inicios de la actividad pública femenina: las sociedades*, entraîne ensuite le lecteur à découvrir les manifestations plurielles de la pensée et de l'action féminine qui s'exprimèrent au sein du mouvement associatif de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux années vingt. On

peut observer que ce tissu associatif se caractérise en premier lieu par le nombre extrêmement réduit de femmes y prenant part, souvent issues de milieux très favorisés, et qui commencent à agir en solitaires, puis parviennent à fédérer des groupes autour, bien sûr, de projets éducatifs et caritatifs en relation avec leur rôle social traditionnel, mais aussi, — pour les milieux parfois plus populaires et/ou moins influencés par le Catholicisme —, dans un engagement politique pour la conquête des droits sociaux et professionnels des femmes, en particulier dans le mouvement anarchiste que Marie-Claude Chaput explore plus en détail dans *Femmes anarchistes et démocratie (1868-1939)*. L'on peut y lire comment l'anarchisme, dès son implantation en Espagne, lors du *Sexenio democrático*, a montré un intérêt pour la double exploitation dont les femmes étaient l'objet au sein de la collectivité et de leur vie familiale. Dans ce milieu, sous l'impulsion d'une personnalité phare telle que Teresa Claramunt, s'épanouit la prise de conscience de ce que l'émancipation des femmes ne peut venir que de leur propre union. On observe dans ce troisième chapitre, l'émergence du célèbre groupe de femmes anarchistes, *Mujeres Libres*, qui naît au cœur du monde ouvrier et milite pour le respect de l'individu et contre les multiples discriminations imposées aux femmes tout en refusant d'être assimilé à une forme de féminisme jugé exclusif.

Pilar Martinez-Vasseur aborde ensuite un aspect, un enjeu en réalité, primordial de l'histoire de la condition féminine, la question du droit de vote féminin. *Les combats pour le droit de vote des femmes en Espagne (1931-1936)*, s'ouvre sur la dimension universelle de ce débat tout en incitant le lecteur à s'arrêter sur une période historique brève mais essentielle, la seconde République, fondatrice de la démocratie espagnole actuelle. Les acquis inscrits alors dans le texte constitutionnel sont décisifs. Mais l'on mesure à l'exposé du débat, que l'auteur ressuscite aussi dans la vivacité des échanges aux Cortès espagnoles, les clivages politiques et sociaux multiples qui divisaient la société espagnole de cette époque. Tout aussi palpables, les fortes résistances culturelles rappellent également que la guerre civile était déjà aux portes de l'Espagne.

La guerre civile marque un nouvel infléchissement dans l'évolution du monde féminin. María Jesús Dueñas Cepeda rappelle dans *Las mujeres republicanas en la España de la guerra civil y posguerra, 1936-1950*, l'existence d'un énorme potentiel de population féminine jusqu'alors faiblement représenté dans la vie politique et économique du pays et sa mobilisation spontanée dès les premiers mois du conflit, à l'origine d'un réajustement de son rôle social dans la zone républicaine où la guerre fait émerger un discours nouveau sur la question féminine. En effet, si, comme on aura pu le lire dans l'article de Pilar Martinez-Vasseur, il est incontestable que la seconde République avait accordé aux femmes des droits politiques et l'égalité devant la loi, le discours

traditionnel de la ségrégation des genres restait en vigueur et l'espace public, un territoire presque exclusivement masculin. María Jesús Dueñas Cepeda montre que les femmes républicaines, par l'œuvre qu'elles ont accomplie — parfois lors des combats, souvent auprès des prisonniers —, dans la préservation de l'unité familiale et, par la suite, du fait de leur implication dans la lutte politique contre le franquisme et dans la préservation et la postérieure transmission de la mémoire historique de la guerre et de ses prolongements, ont apporté une contribution décisive à la survie des valeurs démocratiques dans la période historique certainement la plus violente et la plus obscure de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle en Espagne.

À sa suite et en contrepoint, Christine Lavail se consacre à une réflexion sur l'évolution, lorsque s'instaure le Régime de dictature du général Franco, du statut des Espagnoles enrégimentées sous la bannière des « camarades » de la Section féminine du parti unique, *FET y de las JONS*. Le chapitre, *Les femmes et la Section féminine de la Phalange : entre espace privé et espace public (1934-1965)*, attire l'attention sur un aspect essentiel de la question féminine dans le contexte de la dictature, à savoir que cette problématique est plus que jamais indissociable de celle, plus large, de l'absence de démocratie. Le franquisme, en effet, excluait les femmes de l'espace public au nom d'un projet de société dans lequel il était prévu qu'elles soient le premier relais idéologique du Régime. Christine Lavail fait ensuite l'analyse de la complexité des relations qui s'instaurent entre la Section féminine de la Phalange et les femmes qu'elle encadre. L'on comprend à cette démonstration que dans ses rapports ambigus à l'espace public, la Section féminine fut en quelque sorte dépassée par l'irrépressible besoin de liberté et de démocratie de tout individu quels que soient son sexe ou ses convictions idéologiques.

C'est dans cette même perspective que *Pour sortir de la sphère privée : éducation et droits individuels (Des années soixante à la Transition)* de Florence Belmonte rappelle que, dans les années soixante, la question féminine resurgit dans un débat ambivalent qui admettait une part des revendications professionnelles féminines tout en mettant en garde contre de possibles dérives, le franquisme continuant à redouter que les femmes ne se détournent de leur rôle social et des valeurs traditionnelles sur lesquelles il asseyait sa domination. Parallèlement s'élevaient des voix de Féministes pour réaffirmer la sensibilité des femmes aux problèmes sociaux et politiques, la nécessité de l'élévation de leur niveau culturel dans la conquête d'une authentique égalité citoyenne ainsi que leurs revendications de libéralisation des aspects les plus intimes de la vie de tout individu, prise alors dans le complexe maillage de consignes et d'interdits que les efforts conjugués de l'Église et de la Phalange avaient tressé, destiné à plier les consciences et les corps à la dictature de leur morale. Il ressort de cet article ainsi que

de la lecture du chapitre suivant, *Les femmes et le passage de la dictature à la démocratie*, signé par Francisco Campuzano, que l'évolution de la condition féminine est alors emblématique de celle de la nature du régime, quelques avancées technocratiques dans un univers idéologique immobilisé, anachronique qui ne revenait pas sur sa conception traditionnelle du partage des rôles féminin/masculin. Car s'il est indéniable que l'Espagne devenait bel et bien, comme le démontre Francisco Campuzano, une société de consommation, s'il est vrai, comme il le souligne aussi, que la progressive et constante insertion des femmes dans le monde du travail donnait le signal de leur retour dans la sphère publique, la conquête d'une pleine citoyenneté devait passer d'abord par un changement de régime. Son étude montre par ailleurs que la question féminine cristallisa lors des Premières Journées de Libération de la Femme organisées à Madrid du 6 au 8 décembre 1975, dans l'opposition entre la tendance représentée par le MDM, qui restait fidèle à l'articulation entre action politique et combat féministe, et celle que défendait le *Colectivo Feminista* qui envisageait le féminisme comme une alternative globale à un modèle de société dominée par l'homme. Par la suite, la Constitution consacra le principe de l'égalité entre les sexes, mais, remarque-t-il, elle se fit sans les femmes. L'égalité restait donc encore à conquérir dans les mentalités et dans la vie professionnelle et politique. Avec la Constitution s'achevait le combat des femmes pour l'égalité juridique. Restait encore aux Espagnoles à mener celui de la parité avec les hommes ainsi qu'une lutte plus délicate, avec elles-mêmes, propre à les conduire à abandonner les schémas de comportements féminins traditionnels qu'elles ont intériorisés.

C'est sous cet angle que Françoise Heitz envisage sa réflexion sur la personnalité de Pilar Miró, incontournable de la période de la transition et des deux décennies qui la suivirent. Notre volume se referme donc avec le chapitre *Femmes et/en démocratie. Pilar Miró, la difficile question de la redéfinition de la trajectoire féminine*, qui offre à tous ceux qui se seront penchés sur la question du rôle des femmes dans l'espace public espagnol pendant plus d'un siècle un épilogue édifiant, emblématique de cette page d'Histoire. Étrange projet que de clore cette réflexion sur *Femmes et démocratie : les Espagnoles dans l'espace public (1868-1978)*, c'est-à-dire sur la pénible implantation des revendications féminines et féministes dans l'Espagne contemporaine, par l'évocation d'une femme qui allie à une réussite professionnelle et politique hors du commun, une notoire défiance envers l'élément féminin ! Pas si insolite que ça cependant. L'ouvrage souligne à plusieurs reprises que la percée des Espagnoles dans l'espace public est souvent passée indubitablement par l'adoption de modèles de comportements masculins. Pilar Miró croyait à la justice sociale, à l'éducation, au partage de la culture et aux valeurs qui, étendues à l'ensemble d'une communauté humaine, sans discrimination sexiste, fondent une démocratie. Son refus de

reconnaître la spécificité d'une trajectoire féminine fait d'elle une femme emblématique des questionnements qui assaillent encore le monde féminin à partir de l'accession des sociétés à la démocratie, des femmes actuelles — Espagnoles et autres — qui peinent à imposer mais aussi à intérioriser les principes indiscutables de la pleine égalité des sexes.

## Les difficiles débuts de l'émancipation féminine au XIX<sup>e</sup> siècle (1868-1905)

Solange Hibbs-Lissorgues

Longtemps absentes de l'histoire officielle parce qu'absentes de l'espace public et de la sphère politique, les femmes espagnoles n'ont que très tardivement accédé à une reconnaissance sociale et civile. Cette situation de relégation qui a perduré tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle explique le silence qui a entouré leur histoire. Ce n'est qu'assez récemment, plus précisément dans les années 1970, qu'elles apparaissent comme sujets et actrices de l'histoire espagnole, de leur propre histoire. Les recherches s'intéressant aux représentations culturelles, à l'histoire des idées et des sensibilités ont révélé les résistances et les silences dont les femmes ont été l'objet au cours de ce XIX<sup>e</sup> siècle. L'analyse des représentations multiples de la femme, qu'il s'agisse des représentations des femmes elles-mêmes ou sur les femmes, des relations entre hommes et femmes, du jeu entre les forces sociales, du rôle des institutions religieuses, des structures économiques et juridiques, a permis de dessiner les contours d'une histoire des femmes. Comme le rappellent Geneviève Fraysse et Michelle Perrot dans leur ouvrage *Histoire des femmes. Le XIX<sup>e</sup> siècle*, cette histoire des femmes est aussi « celle des hommes, du rapport entre les sexes, de la différence des sexes ».

La longévité historique de l'exclusion des femmes de l'espace public, les difficultés persistantes à leur intégration dans la vie politique obligent à s'interroger sur cette contradiction qui contrevient si fortement au principe d'égalité. Indépendamment des circonstances propres à l'histoire de l'Espagne, il y a l'invention d'une « nature féminine » incommensurable à celle de l'homme, définie à partir des nécessités de l'espèce et des lois de la reproduction. Ce discours qui est celui des médecins philosophes des Lumières établit des différences de nature qui empêcheraient les femmes de se mêler en quoi que ce soit aux affaires publiques, sinon en élevant leurs enfants à la vertu (Steinberg, 2001, p. 25). Cette idée, qui est en contradiction avec l'affirmation de l'égalité des hommes proclamée dans la Déclaration des droits de l'homme en 1789, persistera au long du XIX<sup>e</sup> siècle et sera confortée par la science et la biologie qui affirment définitivement la hiérarchie des sexes.

La sexualisation du corps également introduite à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle implique que les caractéristiques physiques et morales des hommes et des femmes découlent directement de leur sexe, c'est-à-dire de leur conformation biologique et de leur rôle dans la reproduction. La conclusion qui s'impose est que le corps féminin n'est formé que pour servir à la maternité. Il est intéressant de souligner que bien que

contradictaires « l'identité des hommes au sein du genre humain et l'altérité biologique radicale des hommes et des femmes sont le fruit de la même pensée naturaliste qui enracine dans les lois de la génération humaine une vraie différence des sexes<sup>1</sup> » (Steinberg, 1991, p. 37). Cette différence fondamentale trouve une explication dans l'état passif auquel la nature destine la femme. La conception dichotomique de la différence des sexes recoupe aussi l'opposition entre l'être parfait qu'est l'homme et l'être imparfait qu'est la femme. La biologie qui se développe comme science à partir des années 1840 sert de fondement au discours social et au discours religieux d'exclusion de la femme. Notons qu'en 1895, Concepcion Arenal (1850-1887) consacre le deuxième chapitre de son ouvrage *La mujer del porvenir (1861)* à remettre en cause les affirmations de médecins et savants comme Gall qui invoquent les différences de constitution biologique entre hommes et femmes pour démontrer l'infériorité intellectuelle de la femme.

L'imperfection féminine n'a pas qu'une explication biologique ; elle est consubstantielle au discours religieux et à la culture catholique si prégnants en Espagne. Le christianisme apeuré par la différence sexuelle comme par la chair propage le modèle idéal du féminin caractérisé par d'immenses ressources affectives et la maternité spirituelle. Imparfaite par nature parce que marquée par le péché originel, la femme est différente et complémentaire de l'homme ; l'âme féminine apparaît « comme une réserve de ressources civilisatrices » (Di Giorgio, 1991, p. 170). La culture catholique du XIX<sup>e</sup> attribue à la femme la maternité spirituelle, en fait un nouveau sujet social, exempt de toute passion politique et dont le domaine réservé est celui de la famille. Épouse et mère, la femme catholique peut exercer sa souveraineté morale sur la vie domestique et sur l'éducation de ses enfants. Préoccupée par les revendications féministes qui se manifestent timidement dans les dernières décennies du siècle, l'Église élargira le champ d'action des femmes en leur proposant d'exercer certaines formes de militantisme religieux et social : « exclues de la scène politique officielle, les femmes catholiques trouvent dans la bienfaisance leur terrain d'action » (Di Giorgio, 1991, p. 179).

Évidemment il faut se garder d'envisager l'histoire des femmes au cours du XIX<sup>e</sup> comme une histoire monolithique ; comme pour d'autres pays d'Europe à la même période, « la représentation totalisante des femmes s'effrite progressivement et les identités féminines semblent se multiplier » (Frayse, 1991, p. 16).

En Espagne, le XIX<sup>e</sup> siècle s'ouvre avec une révolution, celle de 1808 et la première constitution libérale, celle des Cortes de Cadix de 1812. Il s'agit de deux événements majeurs qui vont favoriser l'avènement

1. Sylvie Steinberg, dans un remarquable article intitulé *L'inégalité entre les sexes et l'égalité entre les hommes*, montre comment « l'égalité entre les hommes et l'incommensurabilité fondamentale entre les hommes et les femmes apparaissent comme les deux versants complémentaires et contradictoires de la pensée naturaliste des Lumières », *op. cit.*, p. 37.